HAL
open science

Triple étau sur les ménages périurbains : la crise énergétique reformulée

Yves Jouffe, Leslie Belton Chevallier

To cite this version:

Yves Jouffe, Leslie Belton Chevallier. Triple étau sur les ménages périurbains : la crise énergétique reformulée. ASRDLF2014 - 51ème colloque de l'Association de Science Régionale de Langue Française : Métropolisation, cohésion et performances : quels futurs pour nos territoires ?, Jul 2014, CHAMPS-SUR-MARNE, France. 8p. hal-01205478

HAL Id: hal-01205478

https://hal.science/hal-01205478v1

Submitted on 25 Sep 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Association de Science Régionale de Langue Française
ASRDLF 2014
51ème Colloque
7, 8 et 9 juillet - Cité Descartes, Marne-la-Vallée, France
Métropolisation, cohésion et performances : quels futurs pour nos territoires

http://asrdlf2014.org/

TRIPLE ETAU SUR LES MENAGES PERIURBAINS : LA CRISE ENERGETIQUE REFORMULEE

Yves Jouffe

ENPC Chargé de recherche

14-20 Bard Newton 77447 Marne-la-Vallée Cedex 2 France

yves.jouffe@gmail.com

Belton-Chevallier Leslie

IFSTTAR Chargé de recherche

14-20 Bard Newton 77447 Marne-la-Vallée Cedex 2 France

l.beltonchevallier@gmail.com

+0033 1 81 66 86 11

Résumé

Dans l'imaginaire collectif, vivre dans le périurbain revient à devenir un consommateur important et inconséquent de ressources énergétiques en voie de raréfaction. Or, entre autres menaces environnementales, la promesse de l'épuisement des énergies fossiles et la nécessité climatique de leur abandon sonnent l'alarme : une crise énergétique s'annonce. De fait, les débats sur la question énergétique sont particulièrement prégnants dans les territoires peu denses, notamment périurbains. Habitat pavillonnaire et diffus, usage intensif de l'automobile focalisent ainsi l'attention des experts par les consommations énergétiques qu'un tel mode d'habiter est supposé engendrer. Ces experts envisagent une réhabilitation énergétique à grande échelle et des innovations de rupture dans les transports et la production énergétique, mais aussi des contraintes fortes sur la construction future dans ces territoires jugés insoutenables.

Pourtant, plusieurs éléments interdépendants compliquent singulièrement la mise en œuvre de tels programmes dans les territoires les moins denses. La récession économique et le changement démographique, vieillissement et dépeuplement, alimentent différentes formes de décroissances urbaines. Privés du levier du dynamisme économique et face à des démographies atypiques, les experts de la transition énergétique voient leur discours opposé à celui des ménages et d'autres acteurs autochtones qui expérimentent directement ces crises (économique, démographique et énergétique). En effet, privilégier la seule « crise » énergétique à venir et ses répercutions nationales et globales relève d'une posture plus allochtone, c'est-à-dire étrangère à un territoire que l'expert n'habite guère ou dont il est physiquement éloigné. Cette posture contraste avec les priorités des élus ou habitants autochtones. Ceux-ci expérimentent les « crises » actuelles, économiques et démographiques, sans que leur soit possible de sacrifier pour des territoires abstraits celui qu'ils habitent pleinement. Nous souhaitons confronter ces deux postures et montrer qu'elles ne génèrent pas les mêmes cadres de compréhension et d'action, à savoir le triptyque du développement durable pour les allochtones experts de l'énergie et ce que nous avons appelé un « triple étau » pour les habitants autochtones du périurbain. Nous fondons notre analyse sur deux corpus. Tout d'abord, une revue de littérature qui synthétise les différents discours sur le périurbain. Elle

nous permet de caractériser la posture allochtone des experts, des médias et des élites urbaines autour du développement durable appliqué à l'énergie dans le périurbain. Notre travail documentaire révèle aussi un contre-discours expert qui renforce la posture autochtone autour d'un rural périurbain désirable et légitime et aboutit à la définition d'un triple étau vécu par les ménages autochtones. Ces derniers sont analysées à partir de l'exploitation secondaire d'une enquête qualitative (28 entretiens) sur la durabilité du périurbain (Motte-Baumvol et al. 2012) en Seine-et-Marne et en Côte-d'Or. Nous verrons ainsi qu'au-delà du discours stigmatisant des pouvoirs publics, des médias et des urbains, les ménages périurbains font face à d'autres contraintes qui, au quotidien, influencent fortement leurs pratiques, leurs usages des énergies et les représentations qu'ils en ont

Mots-clés

crise énergétique, développement durable, ménages, experts

Introduction

Entre autres menaces environnementales, la promesse de l'épuisement des énergies fossiles et la nécessité climatique de leur abandon sonnent l'alarme : une crise énergétique s'annonce. La qualification d'une crise cristallise les oppositions car elle pose les termes du débat politique sur la nécessité et les modalités de sa résolution. Caractériser les lignes de tensions qui fondent la non-durabilité du système revient à définir le champ de la négociation sur les changements à impulser. Mais avant toute qualification, la notion même de crise mobilise différents registres à partir de ses acceptions : premièrement, l'acception médicale indiquerait une phase de souffrance aigüe, symptôme maximal d'un dysfonctionnement sévère, à l'issue de laquelle le corps (ici social) malade se rétablira ou s'effondrera ; deuxièmement, l'acception politique indiquerait un moment crucial de décisions radicales qui feront bifurquer la structure sociale. Or l'énonciation politique de la crise énergétique appelle des décisions immédiates pour éviter la crise symptomatique à venir. En effet, les souffrances actuellement associées à la crise énergétique ne seraient que des signes avant-coureurs d'une crise systémique d'une autre ampleur. Ainsi, le coût de l'énergie met sous pression le budget des ménages modestes mais seuls certains connaissent déjà des situations de précarité énergétique. La crise symptomatique de la pénurie énergétique, en tant que menace sur l'ensemble du corps social, reste à venir. Certes, chacun des précaires énergétiques, des travailleurs éliminés par la compétition énergétique mondiale et autres réfugiés climatiques expérimente d'ores et déjà une crise, mais à défaut de leur révolte ou de l'apparition d'autres symptômes, leurs crises localisées ne constituent pas une crise systémique. En conséquence, l'emploi de la notion de crise crée ici les conditions d'un double décalage. D'une part, les solutions expertes à la crise (génériques et progressives) s'opposent aux demandes des habitants déjà en crise (particulières et urgentes). D'autre part, l'énonciation, anticipée donc experte, de la crise ne traduit pas l'expérience vécue par les habitants qui ne subissent pas ses signes avant-coureurs. Notre article s'intéresse à ce second décalage, entre ceux qui disent la crise et ceux qui ne la vivent pas, afin de détailler sa nature et ses effets en termes de contraintes sur les ménages.

Malgré de nombreuses critiques et l'existence de paradigmes alternatifs, le triptyque du développement durable s'est imposé, à partir des instances internationales de négociation environnementale, comme le principal analyseur de la crise de l'énergie. En effet, avec le pic des prix de l'essence en 2008 et avec le débat national pour la transition énergétique, l'énergie réapparaît comme préoccupant facteur de crise, au sens ambigu de dysfonctionnements anticipés qui appellent des choix immédiats. La transformation générale des modes de production, de circulation et d'utilisation de l'énergie impacte l'ensemble de la société industrialisée à cause des investissements massifs à financer. Le débat ne reste toutefois pas dans le champ technico-économique. En effet, de nombreux acteurs sont recrutés au titre de l'investissement dans la réhabilitation énergétique et dans un ajustement aux technologies déployées, de l'éco-geste à l'acceptation du risque nucléaire en passant par la transformation des paysages. De plus, la dissipation de l'énergie est liée à l'émission atmosphérique de gaz à effet de serre qui constituent la menace écologique globale la plus médiatisée. Les dimensions sociales et environnementales s'invitent donc dans le débat qui se structure autour de trois enjeux : prix compétitif de l'énergie, lutte contre le changement climatique, accès de tous à l'énergie et lutte contre la précarité énergétique. Comme les négociations globales sur la mitigation et l'adaptation au changement climatique, le débat public sur l'énergie est structuré autour des trois dimensions du développement durable, telles qu'elles sont négociées par les porteurs d'enjeux, à savoir : la compétitivité, c'est-à-dire la croissance économique des territoires politiques et secteurs d'activité, le bien-être, c'est-à-dire l'acceptabilité sociale par chaque groupe social, et la préservation

des ressources naturelles et conditions de vie des générations futures, c'est-à-dire la protection de l'environnement défini par ses porte-parole écologistes voire les actuels ou futurs réfugiés climatiques.

Le triptyque du développement durable propose une ontologie particulière de la crise énergétique -certains acteurs et certains objets- comme les entités non débattues de la négociation (Wallenborn 2008). Or, les lignes de forces ainsi dessinées ne reflètent pas les tensions vécues par certaines parties prenantes, ici les ménages qui vivent dans les territoires périurbains. Ce hiatus aboutit à de nouvelles lignes de tension symbolique entre experts urbains et ménages périurbains, qui reconfigurent le triple étau de leur crise énergétique.

1. Le « développement durable » contre la menace énergétique périurbaine

Dans la sous-négociation propre à la crise énergétique, de nombreux acteurs, dont l'élite experte des centres urbains, médiatisent une préoccupation pour les ménages périurbains dans la mesure où ils seraient les actuels grands consommateurs de ressources énergétiques.

Dans sa modalité agonistique, cette préoccupation identifie la responsabilité du périurbain dans la vulnérabilité nationale ou globale : un actif périurbain émet deux fois plus de CO2 pour aller travailler qu'un urbain (Levy et Le Jeannic 2011). Cette affirmation est symboliquement d'autant plus forte que d'autres indicateurs modèrent cette sentence, en considérant par exemple tous les déplacements y compris les déplacements longue-distance ou en différenciant plus finement les types d'espaces considérés1. Insister sur les déplacements domicile-travail serait justifié par leur caractère territorialement contraint2. Les territoires peu denses ne pourraient s'adapter à une énergie rare et seraient donc insoutenables. Cette condamnation ne prend ni en compte d'éventuels changements radicaux de configuration économique ni le déploiement de nouvelles « géographies énergétiques » (Bridge et al. 2013) dans lesquelles les espaces peu denses pourraient atteindre une efficience des ressources énergétiques et des avantages inaccessibles aux agglomérations urbaines (Ménard 2011).

Les analyses des performances énergétiques du périurbain ne s'orientent pas toutes vers la menace qu'elles représentent. Dans une modalité plus bienveillante, l'alerte experte pointe la vulnérabilité des ménages périurbains en se concentrant sur l'étude de leurs dépenses monétaires, de la part budgétaire associée et de l'exposition de leur reste-à-vivre face à une hausse des prix des énergies (Motte-Baumvol et al. 2012 ; Desjardins 2013). Traduite par le déploiement local d'aides à chaque ménage les nécessitant et non par la condamnation de leur espace de vie (Rosales-Montano 2010), cette approche élargit la précarité énergétique à l'ensemble des consommations énergétiques, dans le logement (Devalière 2009) et dans la mobilité quotidienne. Mais, l'intensité des déplacements ne caractérise pas forcément une situation problématique pour le ménage. Le rapport plus lâche entre indicateurs de mobilité et situation de précarité amène à considérer davantage les facteurs de vulnérabilité énergétique plutôt que d'inexistants indicateurs individuels de précarité énergétique (Jouffe et Massot 2013). Tandis que la lutte contre la précarité énergétique dans le logement se prête à des aides individualisées, la vulnérabilité énergétique s'estime à l'échelle des territoires et y situe son fondement. Pourtant, la flexibilisation du marché de l'emploi et la tendance aux recompositions familiales sont des facteurs non territoriaux bien plus déterminants qu'un taux d'effort budgétaire en carburant. La prospective des scénarios énergétiques identifierait également des interdépendances fragilisantes au-delà d'un territoire donné (Barthe et Milian 2012 ; Chancel et Saujot 2013 ; Theys et Vidalenc 2013). Au lieu de ces ouvertures analytiques, l'approche bienveillante de lutte contre la vulnérabilité énergétique participe grandement à la condamnation de certains territoires, en l'occurrence périurbains et ruraux, en favorisant les investissements de la transition énergétique vers des territoires denses comme les banlieues plus faciles à desservir en transports en commun.

---

[1] Ainsi, l'habitant d'une banlieue non parisienne ou même d'une petite agglomération émet en déplacements locaux à peu près autant de CO2 (1,4t à 1,5t) que celui des zones périurbaines ou rurales (1,5t à 1,8t), exception faite du périurbain des grandes aires urbaines (de plus d'un demi-million d'habitants) (2t). De même, sauf s'il réside à Paris (1,3t), dans la ville-centre d'une des grandes aires urbaines (1,5t) ou dans le périurbain de ces dernières (2,8t), un Français émet selon les territoires entre 1,7 et 2,2 tonnes d'équivalent CO2 en mobilité locale et à longue-distance (Longuar et al., 2010). Les espaces peu denses restent les plus énergivores mais seulement dans un rapport de 1 à 1,3.

[2] En effet, presque 50% des ménages périurbains ou ruraux n'ont pas d'alternatives à la voiture pour aller travailler, contre 30% en banlieue de province, 20% en ville-centre et moins de 10% dans le pôle urbain de Paris (Bleuze et al. 2009)).

Le mode de vie des périurbains constituerait donc une menace, soit pour les autres, soit pour eux. Ces mises en garde dans le domaine de l'énergie s'inscrivent dans un discours critiquant plus généralement ces espaces. Le débat académique et expert produit une condamnation modulée de l'urbanisation diffuse dans sa diversité, entre la supériorité indépassable de la densité (Levy 2013) et la capacité d'innovation des espaces de « l'interterritorialité » (Vanier 2013) dans la « ville émergente » (Charmes et Léger 2009). Si les pratiques périurbaines sont diverses (Cailly et Dodier 2007), souvent vertueuses (Hilal et al. 2012) et pas si différentes de celles des urbains (Charmes 2007), le discours dénonciateur semble majoritaire chez les spécialistes de l'aménagement du territoire, via des énoncés cohérents sur les vertus de la densité urbaine. Ce discours et ses déclinaisons réglementaires sont articulés autour de la condamnation de la voiture fondatrice des maux du périurbain et de la ville en termes d'artificialisation des sols, de congestion, d'insécurité routière, de bruit et de pollution atmosphérique (FNAU et GART 2002). Les élites des grandes villes promeuvent un urbanisme planifié et concerté à une grande échelle dont elles occuperaient le centre. Dès lors, elles dénoncent d'autant plus les formes diffuses d'une urbanisation périurbaine pensée à l'échelle de la commune (Charmes 2009). Ensemble, élites et urbanistes formulent des critiques sur le périurbain dans les trois dimensions du développement durable. En termes de coûts économiques et environnementaux, l'objectivation des faiblesses (ex : moindre efficacité thermique d'une maison quatre-façades, coûts des services urbains en réseau) et des risques (ex : taux d'artificialisation due aux maisons et aux routes) suffit aux institutions technocratiques (Calvet 2010). En complément, la critique sociale du périurbain s'appuie de manière médiatique et contestée sur l'indice des votes d'extrême-droite (Ripoll et Rivière 2007) mais aussi sur une clubbisation des riches (Charmes 2009b), une ségrégation des pauvres (Cartier et al. 2009) et un enfermement des ménages fragiles (Rougé 2007). Enfin, un certain classicisme dans la production photographique participe de la diffusion de cette critique du périurbain. Outre des vues aériennes exposant l'absence d'un aménagement ajusté à son contexte, la photographie privilégie des dimensions a priori négatives : répétitivité des logements, faible ancrage à la terre et absence de marques d'habiter (Bardot et Devisme 2013). En l'état, la critique du périurbain, « énergétique » au sens large, trouve sa déclinaison dans les trois dimensions du développement durable comme trois tensions qui contraignent le mode de vie des ménages périurbains et leurs usages de l'énergie : limites écologiques (artificialisation de terres, dissipation d'énergie, pollutions automobiles), contraintes économiques (coûteuse dépendance automobile pour les ménages et les centres congestionnés, captivité résidentielle), désintégration sociale (entre-soi et délitement des solidarités, ségrégation voire enfermement).

2. Un contre-discours expert et habitant: le rural près de la ville

En parallèle, un discours entend légitimer les formes urbanistiques et les modes de vie du périurbain. Porté par des acteurs similaires à ceux qui le condamnent et par tous ceux qui l'aménagent, l'équipent, l'alimentent ou l'utilisent, un discours alternatif se construit autour la propriété de la maison individuelle comme aspiration normale ou légitime, y compris à portée de voiture des zones densément urbanisées (Bossé, Devisme et Dumont 2011 ; Charmes et Léger 2009). Les ménages propriétaires sont majoritaires en France (58,6 % en 2012 selon l'INSEE) et les deux tiers occupent un logement individuel (INSEE, 2013). Néanmoins, si le caractère individuel du logement est le plus valorisé, d'autres critères existent (Bonnet 2013). Surtout, la maison individuelle est privilégiée du fait de la maîtrise qu'elle offre face aux changements sociaux (Raymond et al., 2002 [1966]). De fait, aujourd'hui encore, les trajectoires sociales qui mènent à des territoires périurbains confortent une position sociale tout en s'appuyant sur des dispositions acquises dans des habitats similaires et en cohérence avec un modèle d'ascension socio-résidentielle très diffusé (Debroux 2013). Du point de vue des habitants, la valorisation normative de ce type d'habitat apparaît liée à l'équilibre qu'il offre entre une intimité spacieuse et une double accessibilité à la ville et à la campagne (Cailly 2007). Cette valeur du logement apparaît largement indépendante de critères écologiques (id.) tout comme les usages quotidiens de l'énergie dans le logement (Flamand et Roudil 2013). De plus, le coût de la mobilité dans le périurbain n'est pas pris en compte dans les stratégies résidentielles et ne semble pas négociable une fois installé. Son impact environnemental est donc bien loin d'affecter la valeur attachée au logement (Baudelle et al. 2004).

Confronté à l'énonciation de la crise sous le prisme du développement durable, le discours laudateur du périurbain propose des innovations technologiques et des modifications marginales des formes spatiales du périurbain (IAU-IDF 2012). L'effort pour faire avec le mal périurbain peut ainsi viser une réhabilitation de ces

espaces3. Ses habitants ne se nomment guère périurbains et se montrent attachés à une identité et un aménagement qualifiés de ruraux (Charmes 2009). Les constructeurs du contre-discours expert sur ces espaces les nomment rurbains voire péri-ruraux dans une tentative de décentrement conceptuel vis-à-vis de l'urbain en cohérence avec des caractéristiques objectives telles que le fait que le tiers des périurbains ne travaillent pas dans le pôle urbain qui définit pourtant la catégorie statistique de leur territoire (id.). En sus de cette tentative de requalification du périurbain, l'effort technique de conformation relative prétend défendre un mode de vie en démontrant une capacité d'amélioration et d'innovation qui module ses évaluations expertes globales. Mais la force de ce contre-discours réside avant tout dans la rencontre entre deux puissants processus socio-historiques : d'une part, la valeur d'un habitat individuel sécurisant pour les ménages et d'autre part, la synergie de cet habitat avec une société de croissance dépendante du développement d'activités consommatrices de ressources. Le périurbain, ou plutôt le rural près de la ville, s'oppose frontalement à sa dénonciation experte. Il n'est pas vulnérable mais sécurisant. Il n'est pas tant une marge insoutenable qu'un centre d'une économie de l'insoutenabilité.

3. Deux forces symboliques dans le développement durable ou un triple étau du point de vue des ménages

Les deux discours définissent des forces antagonistes d'ordre symbolique, fussent-elles portées de manière contradictoire par des acteurs similaires. En se plaçant du point de vue des ménages, ces forces reconfigurent les trois tensions formulées dans le cadre analytique du développement durable. Elles ne changent rien aux « contraintes économiques » que les ménages, surtout les plus modestes, subissent : cherté de l'énergie et des ressources économiques en général, doublée d'une possible perte d'attractivité du territoire avec éloignement des commerces et services, dévalorisation du foncier et captivité résidentielle. Certes, les ménages périurbains doivent faire avec d'autres contraintes qui impactent directement leur équilibre économique, comme leur état de santé notamment dans le cas des personnes âgées dépendantes. De plus, ces contraintes peuvent être relatives à des besoins sociaux et non physiologiques, comme l'entretien des relations sociales par des visites aux proches. Plutôt que des contraintes économiques sont à considérer des « besoins matériels », socialement construits, qui ne se réduisent pas à une équation budgétaire à résoudre. Par contre, les forces associées aux discours antagonistes sur le périurbain se substituent complètement aux deux autres types de tensions, écologiques et sociales.

Les « limites écologiques » pointées par le développement durable n'apparaissent pas comme telles aux ménages. Elles sont intangibles car associées à un environnement global reconstruit par l'expertise donc fondamentalement abstrait. Les limites écologiques se réduisent donc à un discours d'exigence écologiste provenant d'experts. Or ces experts et les médiateurs de leur discours habitent plutôt les territoires urbains des institutions technocratiques, agences ministérielles, universités, centres de décision politique et médias de masse. Les catégories socioprofessionnelles plus modestes comme les ouvriers sont sous-représentés dans ces territoires tandis qu'ils sont surreprésentés dans les espaces peu denses (Mischi 2013). De plus, l'immigration de membres qualifiés des classes moyennes dans les territoires périurbains peut permettre leur accaparation du pouvoir politique local, éloignant de la technocratie locale les classes populaires dont une partie pouvait y participer au travers de son capital d'autochtonie (id.). Leur distance spatiale aux experts urbains, voire leur distance sociale aux experts locaux, s'ajoutent donc à leur distance culturelle à toute expertise technocratique. L'exigence écologiste pour un environnement abstrait, extérieure à l'expérience habitante des ménages modestes du périurbain, n'est alors pas même médiatisée par leur expérience sociale.

De même, le contre-discours d'un périurbain désirable comme rural près de la ville se substitue à l'épouvantail de la « désintégration sociale » qui menace l'urbanité et la démocratie. Les périurbains valorisent leur habitat dans la mesure où il forme le cadre d'une expérience positive et socialement valorisée (Debroux 2013). Cette expérience positive de l'habitat périurbain est proprement sociale lorsqu'il permet d'ajuster les interactions sociales entre intimité et accessibilité (Cailly 2007). Enfin, à l'inverse du supposé enfermement, l'habitat peut aussi être valorisé

[3] Comme peuvent en témoigner l'appel à proposition de recherche effectué par le Plan Urbanisme Construction Architecture en 2011 intitulé « Du périurbain à l'urbain » (URL : http://rp.urbanisme.equipement.gouv.fr/puca/consultations/AO_Periurbain_2011.pdf) ou les 2ièmes rencontres du Forum des Vies Mobiles (2013) intitulées « Réhabiliter le périurbain. Comment vivre et bouger durablement dans ces territoires ? » (URL : http://fr.forumviesmobiles.org/meeting/2013/07/04/sous-stereotypes-et-representations-quelle-realite-parle-t-1001)

comme support d'une expérience sociale locale lorsque la participation à la vie locale, associative et politique, permet une reconnaissance spécifique, distincte du monde professionnel et urbain mis à distance (id.). La contrainte correspondante à ce discours favorable au rural périurbain est une injonction à suivre les normes d'habiter en usage dans ces territoires, normes modelées notamment par l'expérience sociale locale.

Les deux discours impactent les ménages suivant deux dimensions symboliques liées : les normes inscrites dans l'expérience sociale sont renforcées par le discours favorable au rural périurbain tandis que l'exigence écologiste vient heurter une dimension éthique essentiellement construite dans l'expérience sociale et face aux besoins matériels. Cette éthique est par conséquent influencée par l'environnement immédiat comme construit socio-historique, à la fois cadre de vie sociale et ressource économique comme peut l'être une forêt. Délaissant l'environnement abstrait qui existe derrière la prise électrique et la station-essence, une éthique environnementale de l'habiter dans ces espaces périurbains et ruraux s'inscrit dans un rapport sensible et ordinaire à la nature (Charmes et Léger 2009 ; Blanc 2010).

Les trois contraintes essentiellement matérielles du développement durable laissent donc place à un autre triple étau, matériel et symbolique, du point de vue des ménages :

- dans le domaine des besoins matériels : un renchérissement de l'énergie qui menace l'économie de tout un territoire,

- dans le domaine de l'expérience sociale : une injonction aux normes du rural périurbain, et

- dans le domaine de l'éthique : une exigence écologiste au nom d'un environnement abstrait.

Conclusion

Entre urbains et périurbains, experts et profanes, la réalité vécue de ce triple étau fonde des lignes de tension qui appellent une énonciation subjective de la crise énergétique, complémentaire à l'objectivation normative d'un développement durable. Le développement durable perd sa légitimité gagnée dans les arènes de négociation interinstitutionnelle lorsqu'il prétend imposer une expertise non négociable. De manière générale, il semble difficile que chaque ménage trouve assez de sens à sa participation comme un des négociateurs de la dimension sociale (ou autre) d'un développement durable dont l'expertise est étrangère à son expérience. Bien plus concrètement et pragmatiquement, un ménage reconfigure dans la mesure du possible les dimensions matérielle, sociale et éthique de son mode d'habiter face aux contraintes ici identifiées de la crise énergétique. La multiplication des énonciations subjectives de cette crise et de ses configurations concrètes tend à promouvoir une justice environnementale pour la reconnaissance de la multiplicité des modes de vie et l'autonomie de leurs territoires. En particulier, elle protégerait les précaires énergétiques d'une vulnérabilité symbolique, voire matérielle, face aux institutions technocratiques (Laurent 2011 ; Walker et Day 2012). La conciliation des voix audibles et l'hybridation des voies ouvertes resteraient à réaliser à l'échelle intermédiaire des collectifs locaux (Bourez et al. 2013) qui constituent le support principal et conjoint de la satisfaction des besoins matériels, de la construction de l'expérience sociale et de la consolidation d'une éthique de l'habiter.

Références

Bardot J.-C. et Devisme L., 2013, « Une autre vision de la périphérie », Métropolitiques, juin 2013. URL : http://www.metropolitiques.eu/Une-autre-vision-de-la-peripherie.html

Barthe L., Milian J., 2012. « Les TIC et la prospective sur les espaces ruraux - Retour sur le programme Territoires 2040 ». Networks and Communication Studies, vol. 25, n° 3-4, p. 291-314.

Baudelle G., Darris G., Ollivro J. et Pihan J., 2004, « Les conséquences d'un choix résidentiel périurbain sur la mobilité : pratiques et représentations des ménages », Cybergeo : European Journal of Geography, octobre 2004. URL : http://cybergeo.revues.org/3430

Blanc N., 2010, « Esthétiques de la nature et place de l'environnement en sciences sociales », in Paquot, Thierry et Chris Younès, Philosophie de l'environnement et milieux urbains, Paris, La Découverte, 184 p. p. 83-97.

Bleuze C. et al., 2009. Localisation des ménages et usage de l'automobile: résultats comparés de plusieurs enquêtes et apport de l'enquête nationale transports et déplacements MEDDTL. CGDD, Études et documents, (14)

Bonnet, X., 2013, « Préférences des ménages en matière de logement : résultats d'une enquête par expérience de choix », Etudes et documents CGDD, mars 2013, n°80, 52 p.

Bossé A., Devisme L. et Dumont M., 2007, « Actualité des mythologies pavillonnaires. Le périurbain comme quasi-personnage », Annales de la recherche urbaine, n°102, 141-152.

Bourez J., Durand L., Mao P., Senil, N., 2013, « Penser le futur énergétique des territoires ruraux. L'exemple d'un projet de prospective collaborative en Ardèche », Mouvements, n°75, 118-124.

Bridge G., Bouzarovski S., Bradshaw M., Eyre N., 2013, « Geographies of energy transition: Space, place and the low-carbon economy ». Energy Policy, vol.53, 331–340.

Cailly L., 2007, « Capital spatial, stratégies résidentielles et processus d'individualisation », Annales de géographie, vol.2, n°654, 169-187.

Cailly L. et Dodier R., 2007, « La diversité des modes d'habiter des espaces périurbains dans les villes intermédiaires : différenciations sociales, démographiques et de genre », Norois, vol.205, n°4, 67-80.

Calvet M., 2010. « Coûts et avantages des différentes formes urbaines - Synthèse de la littérature économique », Etudes et documents CGDD, mars 2010, n°18, 32 p. Cartier, M., Coutant I., Masclet O. et Y. Siblot, 2009, « Jeunes des pavillons. Entre-soi dans les lotissements et avenir social incertain », Agora débats/jeunesses, 3/2009, n°53, 85-97.

Chancel L., Saujot M., 2013, « Inégalités, vulnérabilités et transition énergétique », Policy Briefs, 02/2013,. 6 p. URL: http://www.iddri.org/Publications/Inegalites,-vulnerabilites-et-transition-energetique

Charmes E., 2009, « L'explosion périurbaine », Etudes foncières, mars-avril, n°138, 25-35.

Charmes E., 2007. « Les périurbains sont-ils anti urbains? », Annales de la recherche urbaine, n°102, 7-18.

Charmes E., Léger J.-M., 2009, « Retour sur « La Ville émergente » », Flux, 1/2009 (n° 75), p. 80-98.

Debroux J., 2013. « Pourquoi s'installer en périurbain ? Une explication par les trajectoires sociales », Métropolitiques, novembre 2013. URL: http://www.metropolitiques.eu/Pourquoi-sinstaller-en-periurbain.html

Desjardins X., 2013, « L'énergie : une menace pour la vie périurbaine ? Une enquête dans les périphéries de l'Île-de-France », in Gerber, P. et Carpentier S. (dir.), Mobilités et modes de vie. Vers une recomposition de l'habiter, Rennes, PUR, 181-195.

Devalière, I., 2009, « De l'inconfort thermique à la précarité énergétique, profils et pratiques des ménages pauvres », Informations sociales, n° 155(5), 90–98.

Flamand A., Roudil N., 2013, « Face à la crise : l'habitant-consommateur d'énergie, stratégies et économies » in Clochard, F. et Desjeux, D. (dir.), Le consommateur malin face à la crise (tome 2). Le consommateur stratège, Paris, L'Harmattan, 141-191.

FNAU et GART (2002), L'articulation des politiques de déplacements et d'urbanisme, Actes de la première journée d'étude FNAU-GART, Paris, 23 octobre 2002.

Hilal M. et al., 2012, Cinquante ans de mobilités résidentielles et quotidiennes : quelles formes territoriales pour un mode de vie durable ?, Rapport pour le PUCA, 138p.

IAU-IDF, 2012, « Habiter dans le périurbain », Cahiers de l'IAU-RIF, n°161, 108 p.

INSEE, 2013, « Propriétaires – locataires », in Les tableaux de l'économie française, édition 2013, 86-87.

Jouffe Y., Massot M.-H., 2013, « Vulnérabilités sociales dans la transition énergétique au croisement de l'habitat et de la mobilité quotidienne », in van Ypersele, J-P. et Hudon M. (dir.), 1er Congrès interdisciplinaire du Développement Durable, Quelle transition pour nos sociétés? Thème 3 - Logement et aménagement du territoire, Namur, Belgique, 31/01 et 01/02, 23-57. URL: http://www.congrestransitiondurable.org/files/files/Recueils/theme-3-couleur.pdf

Laurent E., 2011, « Pour une justice environnementale européenne. Le cas de la précarité énergétique », Revue de l'OFC, Débats et politiques, n°120, 99-120.

Levy D. et Le Jeannic T., 2011, « Un habitant de pôle urbain émet deux fois moins de CO2 que la moyenne pour se rendre à son lieu de travail ou d'études », Insee Première, n°1357, 4p.

Lévy J., 2012, « Choix de société », Espaces et sociétés, 1/2012, n° 148-149, p. 201-209.

Longuar Z., Nicolas J.-P. et Verry D., 2010, « Chaque français émet en moyenne deux tonnes de CO2 par an pour effectuer ses déplacements », La revue du CGDD, décembre 2010, 163-176.

Ménard R., 2011. « Dense cities in 2050: still the energy optimum? », Proceedings of ECEEE. URL: http://proceedings.eceee.org/visabstrakt.php?event=1&doc=4-165-11

Mischi J., 2013, « Les territoires ruraux, des espaces ouvriers en mutation », Métropolitiques, septembre 2013. URL : http://www.metropolitiques.eu/Les-territoires-ruraux-des-espaces.html

Motte-Baumvol B., Belton-Chevallier L., Morel-Brochet A., et al, 2012, Les territoires périurbains entre dépendance automobile et ségrégation socio-spatiale : les ménages modestes fragilisés par les coûts de la mobilité. Rapport de recherche pour le PUCA, Programme « La mobilité et le périurbain à l'épreuve de la ville durable : ménager les territoires de vie des périurbains », juillet, 164 p. URL : http://rp.urbanisme.equipement.gouv.fr/puca/activites/rapport-territoire-periurbain-dependance-auto-segragation1501.pdf

Ripoll F. et Rivière J., 2007, « La ville dense comme seul espace légitime ? Analyse critique d'un discours dominant sur le vote et l'urbain ». Annales de la recherche urbaine, n°102, 121-130.

Raymond H., Haumont N., Dezes M.-G., Haumont A., 2002 [1966], L'Habitat pavillonnaire, Paris, L'Harmattan. 115 p.

Rougé L., 2007, « Inégale mobilité et urbanité par défaut des périurbains modestes toulousains. », EspacesTemps.net, Textuel, avril 2007. URL : http://espacestemps.net/document2237.html

Rosales-Montano S., 2010, « La vulnérabilité et précarité énergétique des ménages périurbains, à l'épreuve des comportements résidentiels et de mobilité. Territorialisation à l'échelle de l'aire métropolitaine élargie de Lyon », in ORHL, Double vulnérabilité énergétique des territoires: habitat et transports. De la vulnérabilité à la précarité énergétique des ménages en Rhône-Alpes, une prise de conscience nécessaire pour assurer l'équilibre social des territoires, Les Fiches, 19-31.

Theys J, Vidalenc A., 2013, Repenser les villes dans la société post carbone. Commissariat général au développement durable du Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie, et ADEME, 302 p.

Vanier M., 2012, « Dans l'épaisseur du périurbain », Espaces et sociétés, 1/2012, n° 148-149, p. 211-218.

Walker G., Day R., 2012. "Fuel poverty as injustice: Integrating distribution, recognition and procedure in the struggle for affordable warmth", Energy Policy, vol.49, 69-75.

Wallenborn G., 2008, « Degrowth vs. sustainable development: how to open the space of ontological negotiation? », 1rst international conference on Economic De-growth for Ecological Sustainability and Social Equity, Paris, April 18-19th.